

DevHaïti[®]

Le Magazine du développement

15 Fév
2023

#56

Le spectre de la dette publique d'Haïti

La dette d'Haïti dans le viseur des services du FMI et de la Banque mondiale...

Le fardeau de la dette publique dans le budget 2022-2023

Une dette publique qui hypothèque l'avenir de la jeunesse haïtienne, estime Kesner Pharel

HAÏTI



Une production:



Ont contribué à ce numéro:

Kattia JEAN FRANÇOIS, Milo MILFORT, Melissa PHILIDOR, Jean Phares JÉRÔME, Johnny JOSEPH, Kesner PHAREL, Patrick SAINT-PRÉ, Dieudonné JOACHIM, Claudine ANDRÉ, Bélonny BIEN-AIMÉ.

L'endettement public, cet ennemi de l'investissement productif et social en Haïti!

La réalisation des Objectifs de Développement Durables (ODD) exige des investissements considérables dans les infrastructures, le capital humain, le social et la résilience climatique. Or, dans les pays en développement, les gouvernements font souvent face à des moyens limités pour mobiliser les recettes publiques. Les investissements privés aussi se font rare à cause de multiples problèmes d'infrastructures, de sécurité et de compétitivité.

En ce sens, le recours à l'endettement joue un rôle essentiel pour le développement et la croissance. Cependant, des niveaux insoutenables de l'endettement fragilisent la croissance et pénalisent les pauvres et les extrêmement pauvres. La dette a ce double caractère en ce qu'il peut être un outil de développement mais aussi de piège socio-économique. À condition d'être investie dans des secteurs à forte capacité multiplicatrice qui peut entraîner d'autres secteurs dans un cycle vertueux de productivité, la dette peut être un levier de développement.

Il est aussi capital de mentionner que sa gestion transparente est une condition fondamentale pour en faire un instrument de développement. Conjugée avec la corruption, la dette débouche sur la double peine d'insoutenabilité financière et de gaspillage. Ces peines peuvent freiner les investissements publics et privés, accroître la pression budgétaire, réduire les dépenses sociales et limiter les capacités du gouvernement à mettre en œuvre des réformes à long terme.

En Haïti, le problème de la dette est consubstantiel avec l'histoire économique du pays. Elle est l'un des canaux d'extraction d'acteurs mal intentionnés qui ont contribué à l'appauvrissement systématique de la nation haïtienne. La dimension historique de la dette publique haïtienne est incontournable pour comprendre le mal haïtien actuel. À travers toute l'histoire d'Haïti, la dette a été l'un des obstacles à

une véritable politique publique de la valeur susceptible de résoudre les problèmes d'efficacité, d'équité ou de justice sociale.

Aujourd'hui en 2023, les finances publiques haïtiennes ne s'en remettent pas du problème de l'endettement public. Dans le budget de l'exercice fiscal 2022-2023, le service de la dette publique dispose de l'incidence budgétaire (% de l'enveloppe budgétaire globale) la plus élevée parmi tous les postes budgétaires. En effet, le service de la dette publique représente 13.74% du budget total du gouvernement haïtien en 2022-2023, soit un montant de 36.7 milliards de gourdes. Ce montant fait plus le triple des crédits budgétaires alloués à la santé.

Ainsi, des fonds qu'Haïti pourrait investir dans la production alimentaire nationale par exemple servent-ils à payer les intérêts de la dette, ce qui contribue sans grande surprise à accroître la faim et entamer le sabotage de l'ingénierie sociale et donne lieu à la situation cauchemardesque (pullulement des gangs, insécurité généralisée, explosion des cas de kidnapping, troubles sociopolitiques à répétition, etc.) à laquelle nous assistons tous impuissants.

En situation de famine avérée, il n'est pas rare que la communauté internationale accoure à notre chevet. Au lieu de renforcer les capacités du pays en achetant directement aux agriculteurs haïtiens, la nourriture qui est distribuée dans le cadre de l'aide humanitaire internationale est également importée. Illustrant parfaitement l'expression «tomber de Charybde en Scylla» au sens que le service de la dette prive le secteur agricole des investissements nécessaires tandis qu'il est rarement sollicité dans le cadre de distribution d'aides alimentaires.

Par ailleurs, la situation des finances publiques actuelles montre qu'il y a une urgence de réduire la part de la dette publique dans le budget afin d'avoir

plus de marges pour investir dans le social et la productivité. La priorité doit être mise sur une gestion transparente pour que tout nouvel emprunt contribue à la croissance et l'installation d'un environnement propice à l'investissement. Il faut établir tout un logiciel transparent et incitatif pour résoudre les problèmes d'asymétrie d'information et de

recherche de rentes qui existent dans l'écosystème de l'endettement public haïtien.

En étant bien informés par les dirigeants sur les acteurs impliqués dans la dynamique d'utilisation des fonds publics, les citoyens haïtiens pourront plus facilement réclamer des comptes.



Photo crédit: lodj.ma

La dette d'Haïti dans le viseur des services du FMI et de la Banque mondiale...

Dans le cadre de la demande de décaissement au titre de la Facilité de crédit rapide, une analyse de viabilité de la dette d'Haïti préparée par les services du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale, entre autres documents, a été publiée.

Les données sur la dette extérieure proviennent de la Banque de la République d'Haïti (BRH) et comprennent la dette envers les créanciers multilatéraux et bilatéraux, y compris les compagnies pétrolières étrangères, ainsi qu'une estimation des passifs éventuels.

«Pour l'instant, le financement de la banque centrale au trésor public ne déclenche pas la notation "en surendettement" pour Haïti. La dette du gouvernement envers la BRH, égale à environ 11,8% du PIB dans l'exercice 2021, n'est pas servie, mais le protocole d'accord de juillet 2022 entre la BRH et le MEF a imputé le paiement des intérêts courus sur les titres de la dette publique non négociables détenus par la BRH; cette reconnaissance a entraîné une augmentation du stock des créances nettes de la BRH sur le gouvernement central à partir du bilan d'octobre 2021. Le protocole d'accord recommande de convertir la plupart de ces créances en titres

négociables portant un taux d'intérêt de 7,57 % par an et payables sur une période de cinquante ans avec une période de grâce de dix ans», détaille le document du FMI.

Contexte de la dette

La révision des comptes nationaux en 2020 a nettement réduit le ratio dette publique/PIB d'Haïti. Après plusieurs années d'assistance technique, l'Institut haïtien de statistique (IHSI) a publié en octobre 2020 des comptes nationaux refondus et réétalonnés qui ont conduit à une révision à la hausse de 65 % du PIB nominal (EF2019), en partie grâce à l'inclusion du secteur informel. Ces révisions ont fait baisser considérablement les ratios d'endettement. En pourcentage du PIB, la dette publique est tombée à 23,3% du PIB au cours de l'exercice 2020, contre 51,9% prévus dans l'analyse de la viabilité de la dette de 2020 au titre de la facilité de crédit rapide (FCR), et à 28,5 % au cours de l'exercice 2021. Dans le même temps, les ratios de recettes intérieures ont fortement diminué en raison du rebasement, mais aussi d'une baisse réelle de l'administration et du recouvrement des recettes.

En pourcentage du PIB, les recettes intérieures sont tombées à 5,9% au cours de l'exercice 2021, contre 6,2% au cours de l'exercice 2019, et 10,7% selon l'ancienne série du PIB. Les recettes en devises provenant des exportations de biens et de services sont également tombées à 6% du PIB en 2021, contre 11,7% en 2019, ou 18,2% selon l'ancienne série. Comme le montre la détérioration continue des tendances des recettes (et les ratios très bas), la capacité de service de la dette d'Haïti ne s'est pas améliorée.

La dette publique a augmenté depuis l'allègement de la dette reçu après le tremblement de terre de 2010. Haïti a bénéficié d'un allègement de la dette d'environ 1 milliard de dollars de la part des créanciers internationaux après le tremblement de terre de 2010, dont 268 millions de dollars du Fonds au titre du Fonds fiduciaire d'allègement de la dette post-catastrophe (CCRT) et 36 millions de dollars de la Banque mondiale. En conséquence, la dette publique extérieure est passée de 19% du PIB à la fin de l'année 2009 à moins de 9% en 2011 (en utilisant les

anciennes séries du PIB). Par la suite, la dette a augmenté régulièrement jusqu'à l'exercice 2020, principalement sous l'effet des décaissements liés à l'accord PetroCaribe avec le Venezuela sur le plan extérieur, et du financement non rémunéré de la BRH sur le plan intérieur. Le gouvernement a obtenu un financement de la part de sociétés non financières nationales (123 millions de dollars) au cours de l'exercice 2018 et a signé un prêt de Taiwan (pour 150 millions de dollars) en janvier 2019, bien que ce dernier ait été décaissé par tranches.

En avril 2020, le Conseil d'administration du FMI a approuvé un décaissement de 111,6 millions de dollars (81,9 millions de DTS) au titre du FCR pour aider à couvrir les besoins liés à la pandémie de COVID-19. Haïti a également bénéficié d'un allègement du service de la dette d'un montant de 22,6 millions de dollars (15,21 millions de DTS) en avril 2021 dans le cadre de la CCRT actualisée du Fonds, couvrant le service de la dette envers le FMI arrivant à échéance entre le 14 avril 2020 et le 13 avril 2022. Haïti a également bénéficié d'une allocation de DTS de 224 millions de dollars (157 millions de DTS) en août 2021, la banque centrale en rétrocédant la moitié au gouvernement pour les dépenses d'urgence, y compris celles liées au redressement après le tremblement de terre de 2021.

À la fin de l'exercice 2021, le stock de la dette du secteur public haïtien s'élevait à 5 milliards de dollars (28,5% du PIB). La dette publique extérieure représentait 45,5% de la dette publique totale (12,9% du PIB), dont 80,8% étaient des dettes issues des importations de pétrole financées par le programme Petrocaribe du Venezuela. Le reste était constitué en grande partie de dettes concessionnelles contractées auprès de créanciers multilatéraux, notamment le Fonds international de développement agricole (FIDA) et le FMI. Les informations publiques sur la dette extérieure privée ne sont pas disponibles. La dette publique intérieure a légèrement diminué, passant de 2,8 milliards de dollars à 2,7 milliards de dollars au cours de l'exercice 2020.

Près de 80% de cette dette était sous forme de financement de la banque centrale au gouvernement. Cette baisse de la dette intérieure en dollars américains résulte en grande partie des

effets de valorisation, la gourde s'étant dépréciée de plus de 32% par rapport au dollar au cours de l'exercice 2021. Haïti continue d'avoir des "arriérés techniques" envers le Venezuela d'environ 425,57 millions de dollars, soit environ 2 % du PIB (30 septembre 2021).

L'exercice 2022 a été une autre année difficile. Comme indiqué ci-dessus, la collecte des recettes fiscales est restée particulièrement faible, à 5,4% du PIB, en partie en raison des conditions de sécurité difficiles, tandis que la hausse des prix internationaux du pétrole a contribué à l'expansion du déficit budgétaire, principalement par l'augmentation des subventions aux carburants. Le déficit primaire du SNFP est estimé à 1,9% du PIB pour l'exercice 2022, contre 1,3% prévu dans l'analyse de viabilité de la dette de juillet 2022. Les sources de financement se sont limitées principalement à la banque centrale, le soutien budgétaire extérieur restant relativement faible. Le soutien des donateurs au cours de l'exercice 2022 a été plus faible après les 80 millions de dollars fournis à la fin de l'exercice 2021 à la suite du tremblement de terre d'août. Ainsi, la valeur actuelle de la dette publique en septembre 2022 est estimée à 23,3% du PIB.

Analyse de la viabilité de la dette du secteur public

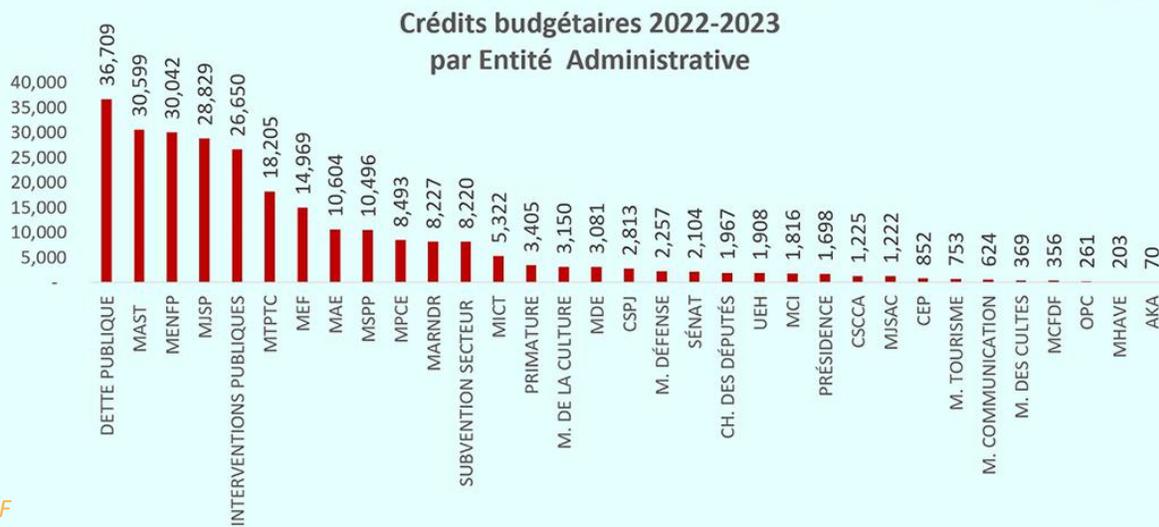
La dette publique est viable dans le cadre du scénario de base. La dette publique totale devrait s'établir à environ 27% du PIB jusqu'en 2027, pour atteindre 48% au cours de l'exercice 2043. En valeur actuelle, la dette publique culminerait à 42% du PIB au cours de l'exercice 2043, soit quelque 13 points de pourcentage de moins que la valeur de référence correspondante.

Si le ratio de la dette publique reste largement inférieur à sa valeur de référence pour tous les scénarios de simulation de crise, il est très vulnérable aux catastrophes naturelles. Dans le scénario de catastrophe naturelle le plus extrême, la valeur actuelle du ratio de la dette publique au PIB approche à peine 55% sur un horizon plus long (20 ans) après l'année du choc. Néanmoins, il augmente de 60% dans l'après-choc pour atteindre 44% en 2025 (contre 23,3% dans le scénario de référence) avant de diminuer régulièrement.

Source: FMI (rapport pays No 23/80)



Assemblées Annuelles des Conseils des gouverneurs du Groupe de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international (FMI)
Photo crédit: imf.org



Source: MEF

Photo crédit: Groupe Croissance

Le fardeau de la dette publique dans le budget 2022-2023

La dette a toujours été l'un des problèmes majeurs de l'économie haïtienne. La dette qui n'est pas généralement utilisée à des fins d'investissement pose des problèmes de long terme en termes de productivité pour l'économie nationale. En effet, si l'on tient compte de ces 10 dernières années, qu'il s'agisse de la dette publique interne ou externe, nous pouvons constater un accroissement sans que cela n'aille dans le même sens que la production nationale.

Pour l'exercice fiscal 2022-2023, la dette publique est de 36.7 milliards de gourdes soit 13.74% du budget. C'est le poste dont l'incidence budgétaire est la plus profonde. Une simple comparaison avec le secteur éducatif, médical et agricole peut démontrer davantage le fardeau de la dette publique dans le budget 2022-2023. En effet, la dette publique fait le triple des crédits budgétaires alloués à la santé (3.9%), elle surpasse de 2.5 points de pourcentage l'éducation (11.2%) et représente le quadruple de l'agriculture (3.1%).

Quasiment toutes les composantes du service de la dette ont connu une progression pour l'exercice fiscal 2022-2023. En effet, par rapport à l'exercice fiscal 2021-2022, le service de la dette en général a crû de 9.91%. Plus spécifiquement, la dette publique interne et externe ont crû respectivement de 10.35% et 9.25%. La dette interne est passée de 19.6 à 21.7 milliards de gourdes et la dette externe est passée de 13.7 à 15 milliards de gourdes.

La dette publique externe est composée de dette multilatérale, bilatérale et autres dettes externes. La

dette multilatérale est celle contractée auprès des institutions multilatérales (FMI par exemple), la dette bilatérale est contractée auprès des pays voisins (Venezuela, PetroCaribe). Le service de la dette multilatérale est de 474.25 millions de gourdes, elle a crû de 8% par rapport à l'exercice dernier. Le service de la dette bilatérale est de 12.95 milliards de gourdes, elle a diminué de 2.74%. Les autres dettes externes ont passé de 0 à 1.57 milliards de gourdes.

Deux autres composantes fondamentales de la dette publique sont l'amortissement et les intérêts. Pour l'exercice fiscale 2022-2023, les intérêts de la dette publique sont de 6.18 milliards de gourdes, ils ont crû de 40.4% par rapport à l'exercice précédent. Les amortissements ont de leur côté connu une croissance de 5.28%, passant de 30.52 à 28.9 milliards de gourdes.

La dette publique haïtienne progresse dans un contexte de dépression économique ou de stagflation flagrante. La dette à proprement parler n'est pas un mal systématique, c'est plutôt quand elle n'est pas utilisée à des fins de multiplicateurs économiques et de progrès social, elle devient un véritable danger. Associée à la corruption, la dette est aussi un canal de gaspillage qui ne fait que diminuer l'épargne nationale, ainsi elle est devenue un obstacle à la croissance économique et, toutes choses étant égale par ailleurs, au développement du pays.



Kesner Pharel
Économiste

Une dette publique qui hypothèque l'avenir de la jeunesse haïtienne, estime Kesner Pharel

À l'émission «Investir» du 21 janvier 2023, l'économiste Kesner Pharel a mis l'accent sur les impacts catastrophiques de la dette publique sur les générations présentes et celles à venir, dans un contexte marqué par des crises multiformes au niveau national et international.

« On ne peut pas jouer avec la finance publique du pays. Si nous continuons à dépenser ce que nous n'avons pas, on va [continuer à] contracter des prêts. Il est nécessaire de bien gérer la finance publique du pays afin de réduire le déséquilibre qu'il y a sur le plan budgétaire», a mis en garde l'économiste Kesner Pharel lors de son émission «Investir» réalisée autour du thème : Dette publique: une menace pour les pays avancés et les pays à faibles revenus.

Le présentateur a analysé les cas des États-Unis menacés par le défaut de paiement et d'Haïti dont le service de la dette représente la principale allocation budgétaire dans le budget actuel.

«Quand on a une dette publique aussi élevée, cela hypothèque l'avenir de la jeunesse. Quand on continue à avoir ces dettes à un niveau assez élevé, cela va poser un problème pour les générations futures», a poursuivi l'économiste, rappelant qu'à force de consacrer de l'argent au paiement du service de la dette, il y aura beaucoup moins d'argent à allouer aux besoins sociaux, à savoir l'éducation et la santé.

Dette et déficits jumeaux ...

À en croire M. Pharel, il y a un lien entre déséquilibre budgétaire et déséquilibre au niveau de la balance commerciale. On les appelle des déficits jumeaux. Ces deux déficits, l'un alimente l'autre, vont aboutir à un déséquilibre sur le marché local de change.

«Vous ne pouvez pas ignorer ce qui se passe dans le budget. Parce que cela va impacter votre vie privée. Cela va impacter votre entreprise, votre emploi et votre qualité de vie», a alerté Kesner Pharel soulignant que si on n'avait pas une dette aussi élevée, on pourrait prendre l'argent, le mettre dans la lutte contre la faim, l'injecter dans l'éducation voire dans la sécurité.

Actuellement, a annoncé Kesner Pharel, il y a des réflexions en cours au sein du Fonds Monétaire International (FMI) pour voir comment atténuer le choc des dettes pour les pays de l'Afrique. Parce qu'il faut remettre l'argent. «[Dans] les pays

comme le nôtre, en général, les dettes contractées - ne constituent pas des dettes représentant des investissements pouvant vous permettre de rentrer de l'argent afin de pouvoir le remettre voire permettant d'avoir plus de croissance économique.» L'endettement public est un problème mondial. Qu'il s'agit de pays avancés - que de pays moins avancés. Mais le choc est beaucoup plus violent dans les pays les moins avancés.

Une dette colossale

36,7 milliards de gourdes, est le montant du service de la dette d'Haïti, selon un tableau du ministère de l'Économie et des Finances (MEF). Il constitue le premier poste de crédit budgétaire à savoir les dépenses /crédits budgétaires de l'exercice fiscal 2022-2023. «La dette publique est extrêmement élevée. (...) Ces chiffres montrent qu'il y a une grosse

inquiétude. C'est le poste dans lequel on dépense le plus d'argent dans un pays où il persiste des problèmes sociaux», a reconnu l'économiste, rappelant que les Etats-Unis ont une dette colossale. Un niveau auquel nous ne sommes pas encore. D'ailleurs, nous n'avons même pas 10 milliards de dollars de dette. Notre ratio de dette sur PIB n'est pas extrêmement élevé. Mais le fait qu'aujourd'hui, à chaque 100 gourdes collectées, une bonne partie sert à payer les dettes et le reste est consacré à l'éducation et la santé, constitue un handicap majeur. «Nous avons 4 ans, sans aucune croissance économique», a rappelé M. Pharel soulignant que les ressources domestiques sont de l'ordre de 164 milliards de gourdes dans le budget initial 2022-2023 pour une enveloppe globale de 267.5 milliards de gourdes. Si 164 milliards de gourdes sont collectées, le pays va avoir besoin du support de l'international.

Records historiques

En 2020, la dette mondiale a connu la plus forte augmentation des 50 dernières années (dette exprimée en pourcentage du PIB)

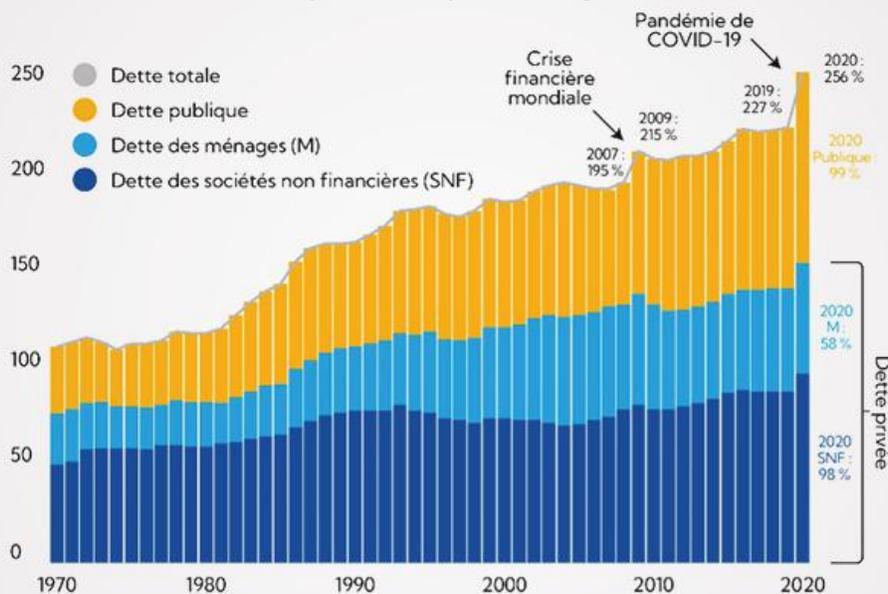


Photo crédit: FMI

Que faut-il savoir sur la dette publique ?

La dette publique, c'est la dette de l'État. Elle représente la totalité des engagements d'un État (les administrations centrales, locales et de sécurité sociale) à une date déterminée ; elle est le résultat des flux de ressources empruntées et remboursées par un État

jusqu'à cette date. En effet, les recettes de l'État ne suffisent presque jamais à financer toutes ses dépenses. L'État présente donc souvent en fin d'année un solde budgétaire négatif, aussi appelé déficit public.

Pour faire face à ce déficit, un État emprunte sur les marchés financiers. À la différence d'un ménage, un État n'emprunte généralement pas auprès d'une banque, mais émet des titres, essentiellement des obligations, sur les marchés. Il s'engage à rembourser ces obligations, en payant des intérêts, à une date future. Malheureusement, depuis environ deux ans, beaucoup d'États ne parviennent plus à se financer sur les marchés financiers à des taux raisonnables. Or si les taux d'intérêt auxquels un État emprunte montent trop, celui-ci devient incapable de rembourser sa dette, la charge des intérêts pesant trop lourds sur son économie. C'est ce qu'on appelle la crise de la dette.

La dette prend le plus souvent, de nos jours, la forme d'emprunt d'État auprès du public. Par ailleurs, des banques commerciales, des institutions internationales (Banque mondiale, Fonds monétaire international, banques régionales de développement, institutions) ou d'autres États peuvent accorder des prêts.

Un titre de dette publique peut être de court terme (un an ou moins), à moyen terme (jusqu'à dix ans), ou encore à long terme (au-delà de dix ans). Des durées de 30 et 50 ans ne sont pas rares, et des emprunts perpétuels, traduits en rente, continuent d'exister dans certains pays.

La capacité de remboursement des emprunts contractés au titre de la dette publique par les États et les collectivités publiques est évaluée par les agences de notation financière.

Au sein de la dette publique, on distingue **la dette publique intérieure**, détenue par les agents économiques résidents de l'État émetteur et **la dette publique extérieure**, détenue par des prêteurs étrangers.

La dette publique se distingue donc, en macroéconomie, de la dette des ménages ou de la dette des entreprises.

Le terme dette intérieure (ou dette interne, ou dette domestique) désigne l'ensemble des créances détenues par les agents économiques résidents d'un État souverain sur cet État.

La dette interne est généralement majoritairement libellée dans la monnaie nationale, ce qui la rend insensible aux écarts de change.

Elle se compose en général de trois types de créances:

- Créances sociales (salaire des fonctionnaires, par exemple)
- Créances commerciales (fournisseurs de l'état, par exemple)
- Créances fiscales (Crédits de TVA, par exemple)

En économie, la dette extérieure désigne l'ensemble des dettes qui sont dues par un pays, État, entreprises et particuliers compris à des prêteurs étrangers.

Il est important de faire la distinction entre la dette extérieure brute (ce qu'un pays emprunte à l'extérieur) et la dette extérieure nette (différence entre ce qu'un pays emprunte à l'extérieur et ce qu'il prête à l'extérieur). Ce qui est le plus significatif, c'est la dette extérieure nette.

Un niveau trop élevé de dette extérieure est un facteur de risque-pays important: en cas de fluctuations de la devise nationale, les montants des intérêts et du principal de la dette extérieure, si elle est libellée en monnaie étrangère, peut rapidement par effet de levier inverse conduire à la crise économique voire au défaut de remboursement. Ce fut le cas lors de la crise d'Asie dans les années 1990 par exemple, en l'absence de toute notation négative du risque dans les rapports de la Banque Mondiale.

Source:

www.glossaire-international.com; Wikipedia

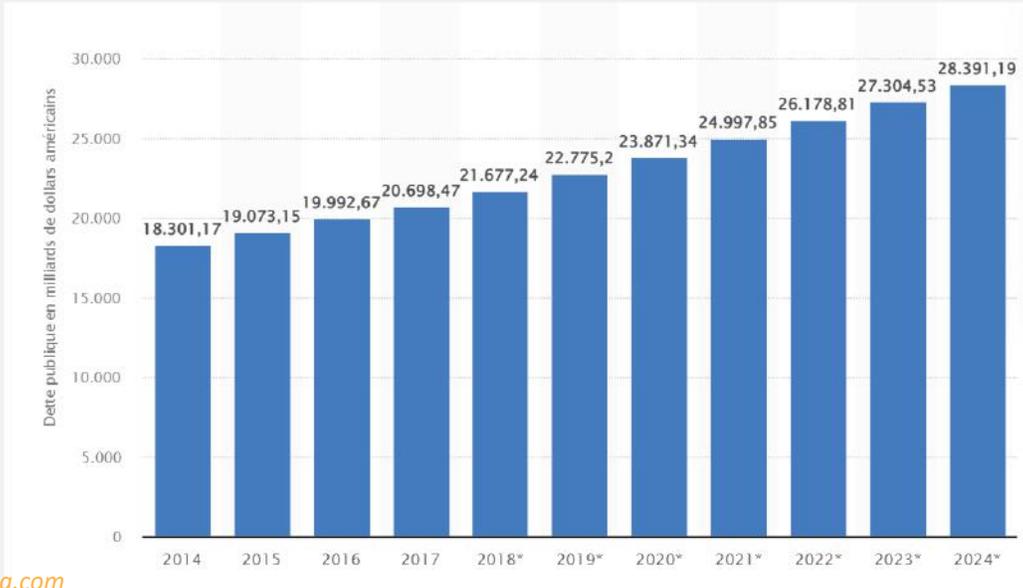


Photo crédit:statista.com

Les États-Unis risquent d'être en défaut de paiement

Au cours de son émission "Investir", sur la dette publique comme menace pour les pays avancés et les pays à faibles revenus, l'économiste Kesner Pharel a mis l'accent sur la situation dans laquelle se retrouve les États-Unis avec sa dette publique risquant d'impacter fortement l'économie mondiale dans les prochains jours si aucun terrain d'entente n'est trouvé entre les Républicains et les Démocrates.

Analysant les menacés par le défaut de paiement de la dette américaine, Kesner Pharel a attiré l'attention du public sur les répercussions de la dette totale des États-Unis estimée à 31.4 mille milliards de dollars en plein cœur d'un conflit entre les Républicains et les Démocrates. «C'est un pays très endetté», a-t-il souligné. Cependant, malgré ses dettes élevées, ils trouvent très facilement de l'argent à emprunter. Mais dans la bataille géopolitique, l'un des pays qui prêtent beaucoup plus d'argent aux États-Unis, c'est la Chine, à travers les bons. Une équation pour le moins complexe.

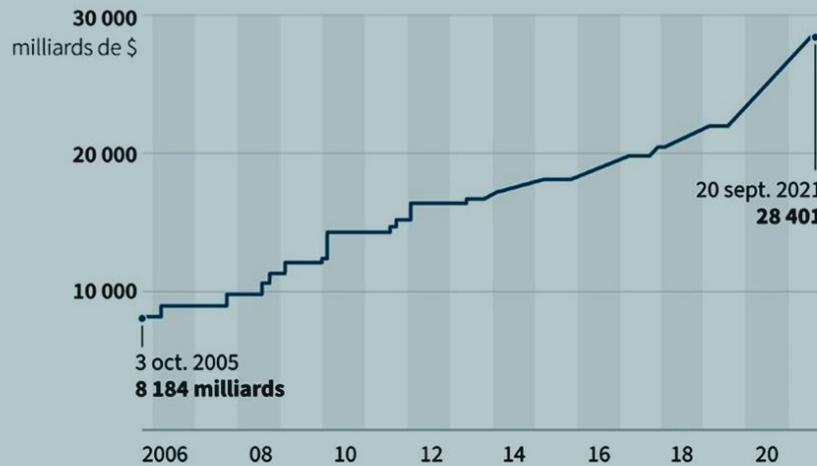
En raison de la «bataille» entre les deux puissances, la Chine pourrait décider de vendre les bons achetés entre les mains des États-Unis, se désendettant ainsi des États-Unis. «Cela peut causer de gros chocs au niveau financier dans l'économie américaine. Et si cette économie est frappée, le reste du monde peut être touché», a fait savoir Kesner Pharel. La dette américaine en chiffres: Intérêt annuel payé sur la dette: 1.2 mille milliards de dollars. Revenu taxe aux États-Unis: 4.9 mille milliards de dollars. Dépenses faites: 6 mille milliards de dollars. Et, déficit annuel prévu en 2023: 2 mille milliards de dollars

Où se trouve le problème? Les Républicains veulent réduire le déficit budgétaire. Leur chef à la chambre basse soutient qu'il va accepter d'augmenter le plafond monétaire afin que le Gouvernement puisse fonctionner et payer ses dettes et ses employés – si les Démocrates acceptent de réduire les dépenses publiques. La politique influence l'économie. Il y a 3 niveaux: la politique, le fiscal et après le monétaire. Donc, au niveau politique, il y a de gros débats qui se font. D'ici quelques semaines, il y a un ensemble de dettes que les EU ne vont pas pouvoir payer.

Si cela arrive, cela va impacter sur la note financière des États-Unis. Le paiement de beaucoup plus d'argent sur les bons va influencer sur l'intérêt annuel qui va beaucoup plus augmenter. Si l'intérêt annuel augmente beaucoup plus, il va avoir des impacts sur les dépenses du pays. Et si les dépenses augmentent et que les recettes restent stables, cela va renforcer les déficits budgétaires. Et s'il y a un déficit budgétaire élevé pouvant faire augmenter l'inflation, on va se retrouver au fait que la Banque centrale américaine va obliger d'augmenter le taux d'intérêt, afin de réduire l'inflation.

Le plafond de la dette américaine

Montant de dette à partir duquel le pays ne peut plus émettre de nouveaux emprunts pour se financer, ce qui l'empêche d'honorer ses paiements



Credit: Le plafond de la dette américaine (AFP/Archives - Laurence CHU)

En savoir davantage sur le spectre de défaut de paiement de la dette américaine

L'annonce a été faite le 20 janvier 2023, qu'à partir du 5 juin, les États-Unis pourraient entrer en défaut de paiement de leur dette. Le Trésor américain a informé que la dette nationale du pays dépassait désormais la somme de 30.000 milliards de dollars. Comme de nombreux pays, les États-Unis ont énormément dépensé pour faire face à la crise sanitaire.

Un défaut sur la dette américaine provoquerait «à coup sûr une récession aux États-Unis et pourrait entraîner une crise financière mondiale», a prévenu la ministre américaine des finances, Janet Yellen, interrogée sur CNN. La dette a augmenté de 7000 milliards de dollars depuis 2019 et dépasse largement la dette publique cumulée des pays de l'Union européenne (13.500 milliards de dollars) ou encore celle de la Chine (12.600 milliards de dollars). Plus d'un craignent que le défaut de paiement de l'économie la plus riche du monde puisse engendrer une crise financière planétaire.

Que s'est-il passé avec la dette américaine?

Les États-Unis ont atteint leur plafond d'endettement le jeudi 19 janvier 2023, soit le niveau maximum de ce qu'ils peuvent emprunter pour faire fonctionner le pays. Ce plafond est de 31 000 milliards de dollars. La limite étant dépassée, le Trésor américain ne peut plus emprunter, même à court terme, pour des

besoins de fonds de roulement. Il existe pour l'heure une période de suspension d'émission de dette qui durera jusqu'au 5 juin.

Les Républicains profitent de cet événement économique pour forcer les Démocrates à la négociation sur les dépenses sociales, notamment les mesures sociales engendrées par l'application du programme de Joe Biden et en faire une bataille politique. Ce bras de fer qui existe entre les élus démocrates et républicains menace le fonctionnement du pays.

Les risques d'un défaut de paiement

Personne ne sait exactement pour le moment à quoi les États-Unis peuvent s'attendre, car le pays n'a jamais véritablement atteint le stade du défaut de paiement auparavant. Mais Janet Yellen, la secrétaire au Trésor américain, qui s'est exprimée sur le dossier a mis en garde contre ce qui pourrait arriver, une "crise économique mondiale", si les négociations politiques n'aboutissent pas.

Dans un premier temps, un défaut de paiement provoquerait "à coup sûr une récession aux États-Unis", due à "l'incapacité à réaliser un paiement, qu'il s'agisse de nos obligations en matière de dette, vers les bénéficiaires des dépenses sociales ou nos militaires, a-t-elle expliqué sur CNN.

"Nos coûts d'emprunt augmenteraient, et chaque Américain verrait les siens suivre la même tendance", a-t-elle détaillé, estimant que "beaucoup d'Américains perdraient leur travail". Un plongeon de Wall Street et une perte de confiance dans le dollar, utilisé partout dans le monde comme monnaie de transaction stable, pourraient ainsi faire se propager la récession, comme cela avait été le cas en 2008.

Cependant, le mois dernier le patron de la Banque centrale américaine Jérôme Powell croit que les États-Unis doivent y remédier au fil du temps. "La dette n'est pas à un niveau insoutenable, mais la trajectoire est insoutenable" expliquait-il.

Aussi, de l'avis de certains économistes, cette situation n'a en soit rien d'exceptionnel : le plafond de la dette des USA a été modifié à de très nombreuses reprises depuis 1960. Le Congrès a les pleins pouvoirs pour le relever lorsque c'est nécessaire.

Pourtant, la question de la dette reste très vive aux États-Unis. Depuis près de 20 ans, elle ne dépassait pas 6000 milliards de dollars. La crise financière de 2008, puis celle du Covid-19 ont fait exploser les dépenses. 67% des américains, dans un sondage publié sur le Monde.fr estiment qu'il s'agit d'un "problème majeur pour l'économie" d'autant que les besoins en investissement sont croissants, notamment pour répondre aux enjeux climatiques.

En fin de compte, la secrétaire du Trésor américain a annoncé la mise en place de "mesures extraordinaires" afin de trouver une solution. Il faut toutefois souligner qu'une solution à long terme devrait résider dans les négociations qui devront avoir lieu entre les élus républicains et démocrates de la Chambre des représentants avant le 5 juin prochain.

Source: bfmtv.com; lemonde.fr ; lexpress.fr

Tableau 3
INDICE DES PRIX A LA CONSOMMATION
PAR REGION GEOGRAPHIQUE
OCTOBRE A DECEMBRE 2022

Région	Composition	Déc. 21	Oct. 22	Nov. 22	Déc. 22	Variation	
						sur un mois %	sur un an %
Aire Métropolitaine (AM)	Port-au-Prince, Delmas, Pétion-Ville, Carrefour et Croix des Bouquets	198,8	280,7	289,7	295,7	2,1	48,8
Reste Ouest	Départements du Sud-Est et de l'Ouest sans l'Aire Métropolitaine de P-au-P	200,9	278,8	289,5	298,3	3,0	48,5
Nord	Départements du Nord, du Nord-Est et du Nord-Ouest	196,6	269,8	280,0	290,3	3,7	47,7
Sud	Départements du Sud, de la Grande-Anse et des Nippes	203,1	284,9	295,4	301,7	2,1	48,5
Transversale	Départements du Centre et de l'Artibonite	199,3	272,9	281,7	293,6	4,2	47,3

Source : Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique (IHSI)

Avec 48,3 % en décembre, l'inflation ne faiblit pas

Nul besoin d'être expert dans les domaines de sécurité publique ou d'économie politique pour comprendre définitivement que l'insécurité multiforme constitue une source d'alimentation de l'inflation asphyxiante qui a déjà trop duré en Haïti. Le pays qui

fait face aussi depuis des lustres à une crise socio-politique des plus complexes a du mal à contenir cette inflation qui affiche 48,3 % en décembre contre 45,5 % en novembre 2022, toujours dans le contexte de la guerre russo-ukrainienne.

Depuis le pic enregistré au cours du mois d'octobre 2022 (11.0 % en rythme mensuel et 47,2 % en rythme annuel), l'inflation affiche une tendance baissière, particulièrement en rythme mensuel, puisqu'en glissement annuel, elle reste toujours excessivement élevée. En effet, l'Indice Général des Prix à la Consommation (IPC, 100 en 2017-2018) a accusé des hausses mensuelles successives de 3,5 % et de 2,9 % au cours des mois de novembre et de décembre 2022.

Cependant, en rythme annualisé, l'IPC a décéléré en novembre (45,5 %) pour rebondir en décembre à 48,3 %. Cette accélération s'explique par le comportement à la hausse des différentes divisions de l'IPC: "Produits alimentaires et boissons non alcoolisées" (3,7 % sur un mois et 47,7 % sur un an), "Articles d'habillement et chaussures" (2,4 % sur un mois et 45,4 % sur un an), "Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles" (2,4 % sur un mois et 34,6 % sur un an), "Santé" (3,5 % sur un mois et 43,4 % sur un an) et "Transports" (0,7 % sur un mois et 120,6 % sur un an).

Les produits qui ont surtout influencé le glissement annuel de l'IPC sont : Alimentation : riz (en moyenne 68,3 %), viande en moyenne 57,5 %), lait en poudre (en moyenne 59,1 %), l'huile comestible (84,0 %),

pois (en moyenne 35,0 %) et sucre (en moyenne 70,0 %). Articles d'habillement et chaussures : robe (57,6 %), chemise (60,4 %), pantalon pour homme (45,9 %), soulier, tennis (54,3 %) et sandales (58,7 %). Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles : loyer du logement (21,9 %), eau (19,0 %), charbon de bois (45,5 %), gaz propane (87,5 %) et kérosène (92,0 %).

D'autres secteurs et produits ont également pesé dans la balance des hausses de l'inflation durant le mois de décembre 2022 c'est le cas de la Santé : médicaments (44,0 %) et lunettes à verres correcteurs (57,6 %). Les Transports : entretien de véhicule privé (49,6 %) et essence et gas-oil (129,4 %). Comme c'était le cas en novembre, une hausse plus importante des prix a été observée au niveau des produits importés, soit 60,2 % en glissement annuel contre 40,9 % pour les produits locaux. Le contexte de guerre entre la Russie et l'Ukraine actuellement n'arrange rien pour Haïti qui importe l'essentiel de sa consommation alimentaire.

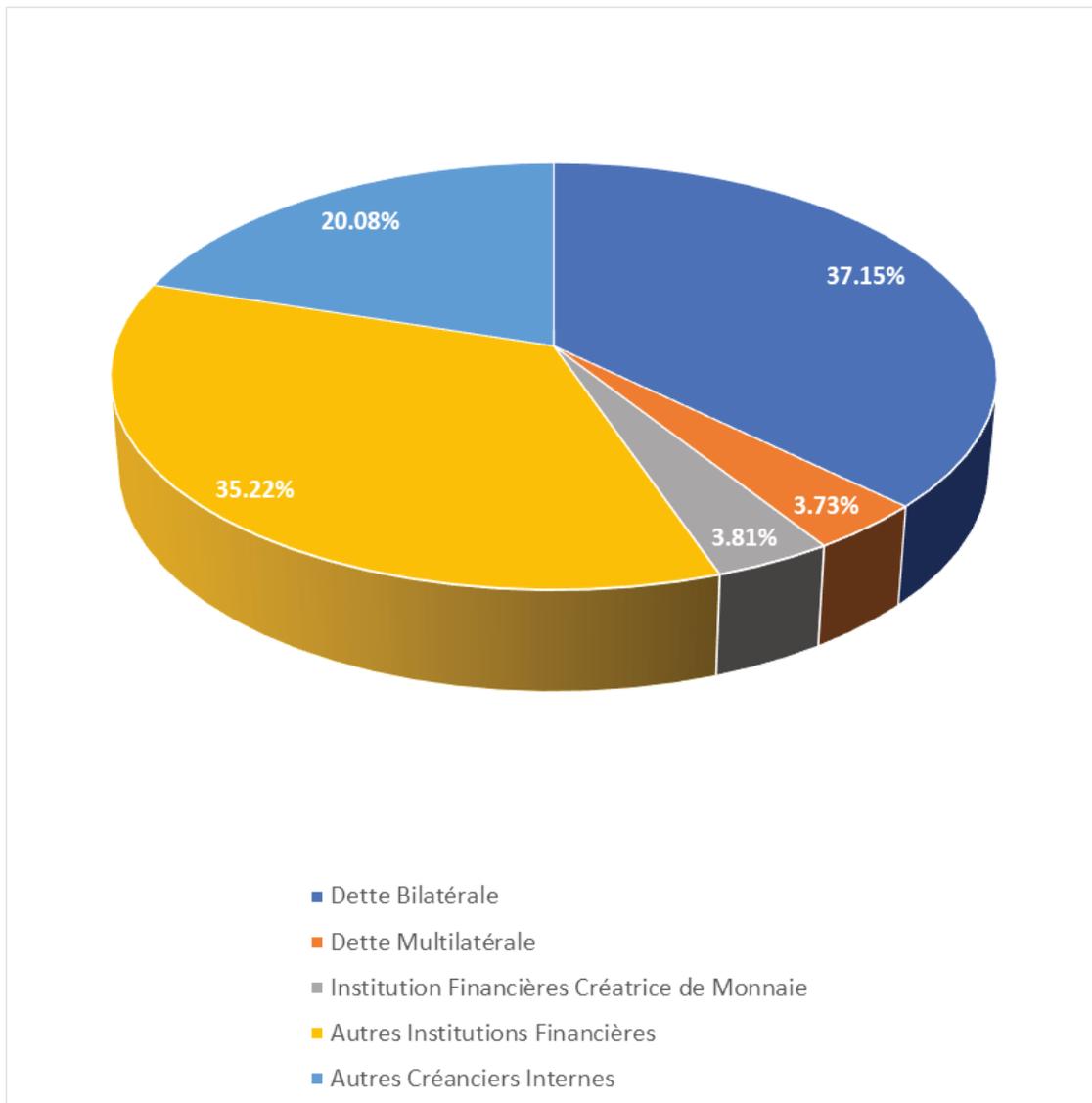
Enfin, toutes les régions géographiques ont contribué à l'accroissement de l'inflation en décembre 2022. En revanche, la variation la plus significative par rapport au mois de décembre 2021 concerne l'aire métropolitaine qui a affiché 48,8 %.

Tableau 1
INDICE DES PRIX A LA CONSOMMATION POUR L'ENSEMBLE DU PAYS
PAR DIVISION DE CONSOMMATION
OCTOBRE A DECEMBRE 2022

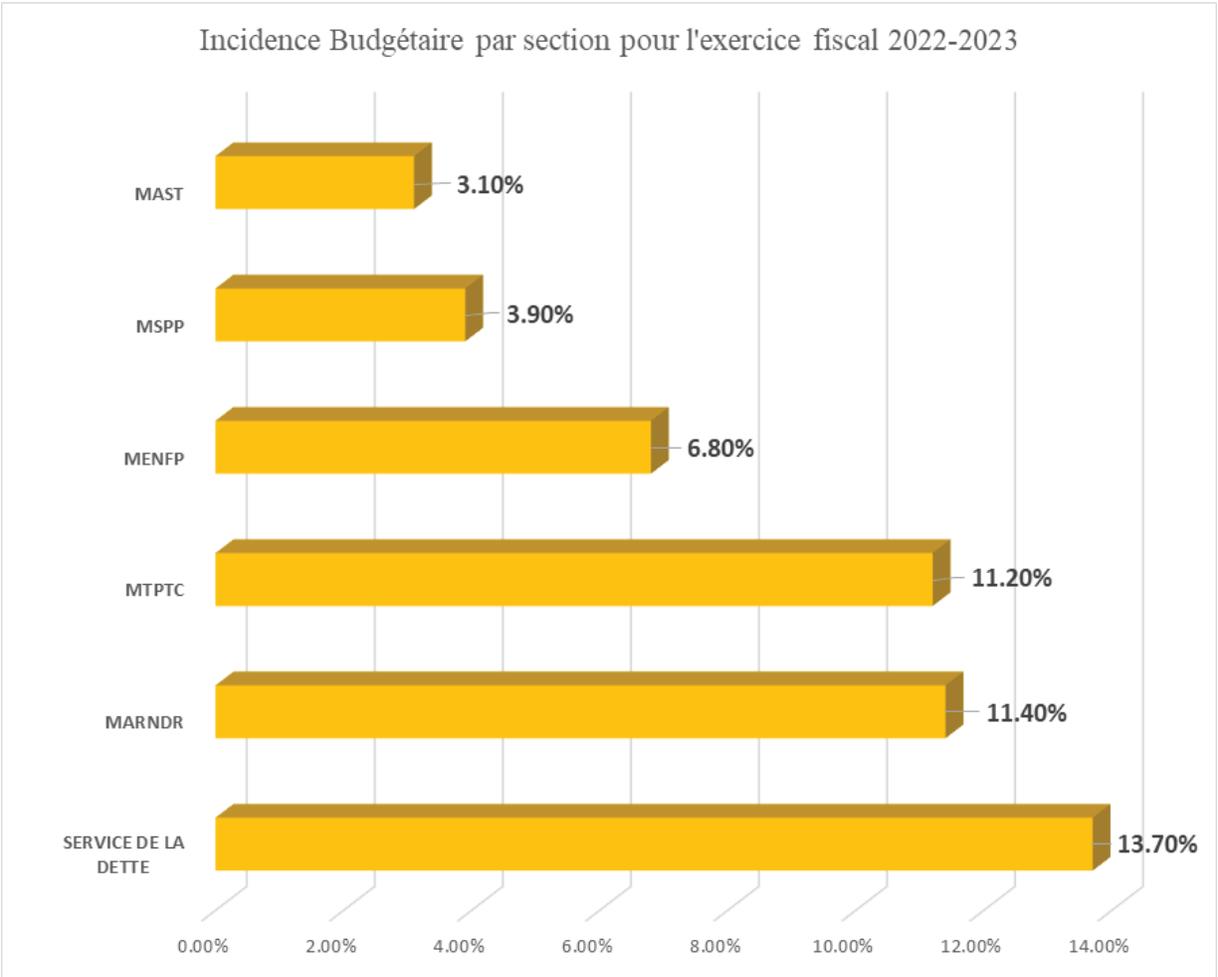
Division de Consommation	Déc. 21	Oct. 22	Nov. 22	Déc. 22	Variation	
					sur un mois %	sur un an %
INDICE GENERAL	199,5	277,7	287,4	295,8	2,9	48,3
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	219,6	321,3	312,7	324,4	3,7	47,7
Boissons alcoolisées, tabac et stupéfiants	149,8	189,8	189,8	189,8	-	26,7
Articles d'habillement et chaussures	210,3	298,5	298,5	305,7	2,4	45,4
Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles	188,4	241,3	247,7	253,6	2,4	34,6
Meubles, articles de ménage et entretien courant du foyer	194,7	273,4	273,4	279,9	2,4	43,8
Santé	261,5	362,1	362,5	375,2	3,5	43,4
Transports	149,4	185,7	327,3	329,5	0,7	120,6
Communications	115,5	143,0	143,0	145,7	1,9	26,1
Loisirs	198,1	253,9	253,6	260,4	2,7	31,4
Enseignement	140,3	152,4	152,4	155,4	2,0	10,7
Restaurants	227,4	302,5	308,0	313,7	1,8	38,0
Biens et services divers	185,5	252,7	252,7	258,9	2,4	39,5

Credit: IHSI

PONDÉRATION DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES 2022-2023 DE LA DETTE PUBLIQUE PAR SECTION



Source: Lois de Finance 2022-2023



Source: Lois de Finance 2022-2023

Explosion de l'inflation en décembre 2022

L'aire métropolitaine de Port-au-Prince a affiché la plus forte inflation en glissement annuel, selon la dernière note sur l'indice des prix à la consommation de l'IHSI. En décembre 2022, ladite région a connu une inflation de 48.8% par rapport à décembre 2021, arrivent ensuite les départements du Sud-Est, du Sud, de la Grand-Anse, des Nippes et la région reste Ouest avec un taux d'inflation à 48.5% pour la période susmentionnée.

Éclaircie en vue au Parc industriel de Caracol

Le Parc industriel de Caracol vise la création de 6 000 emplois dans le cadre du Programme d'infrastructures productives, lancé le mardi 24 janvier 2023. Ce projet est financé à hauteur de US\$ 65 000 000 par la Banque interaméricaine de développement (BID). Il doit s'étendre sur une période de cinq ans consécutifs et sera exécuté par l'Unité Technique d'Exécution (UTE) du ministère de l'Économie et des Finances.

Le poids de la dette régionale se fait sentir

Selon un nouveau rapport de la BID, la dette totale des pays d'Amérique latine et des Caraïbes a augmenté pour atteindre quelque US\$ 5 800 milliards ou 117% du PIB, contre moins de US\$ 3 000 milliards en 2008. La dette publique de la région est passée de 58% en 2019 à 72% en 2020 en raison de la COVID.

Prévisions haussières de la croissance mondiale

L'économie mondiale va croître de 2.9% cette année, a anticipé lundi le Fonds monétaire international (FMI), qui a amélioré ses prévisions en raison de la levée de la politique du zéro Covid en Chine et de l'éloignement du spectre d'une récession dans la zone euro. L'institution annonce dans la foulée, une croissance de 1.8% cette année, soit 0.1% de plus que prévu en octobre pour l'Amérique latine et les Caraïbes.

Le maillet pour les auditeurs internes haïtiens

L'Institut des Auditeurs Internes d'Haïti (IAI-Haïti) a accédé à la présidence des auditeurs de l'Union Francophone de l'Audit Interne (UFAI) le 18 décembre 2022. C'est la première fois en 33 ans que l'IAI-Haïti préside ladite institution en la personne de Gally Amazan. L'UFAI a pour vocation de promouvoir et de développer la pratique professionnelle de l'audit interne dans les pays totalement ou partiellement d'expression française. Il est constitué de 19 pays membres et de 2 membres observateurs.

Statu quo pour le taux d'intérêt directeur de la République dominicaine

La Banque centrale de la République dominicaine a décidé mardi de maintenir son taux d'intérêt directeur monétaire à 8.50% l'an, lors de sa première réunion d'évaluation cette année. Par ailleurs, l'autorité monétaire a informé que le taux de la facilité permanente reste à 9% par an et le taux des dépôts rémunérés se maintient à 8% annuellement.

Record de recettes pour l'AGD en janvier

Pour le mois de janvier 2023, l'Administration générale des douanes (AGD) a collecté 9 milliards 399 millions 805 mille 254 gourdes et 69 centimes, établissant ainsi un nouveau record pour le 4e mois de l'exercice fiscal 2022-2023. Cette performance est le résultat d'une série de réformes en profondeur initiées par la nouvelle équipe de l'AGD afin d'augmenter les recettes de l'institution, lit-on dans les colonnes du quotidien Le Nouvelliste.

La passe de 8 pour la Fed

La Réserve fédérale (Fed) des États-Unis a relevé ses taux d'intérêt de 0.25%. C'est la huitième hausse consécutive des taux d'intérêt qui, selon le président de la Fed, Jerome Powell, sera poursuivi malgré le recul de l'inflation. Le prix de l'argent oscillera entre 4.5 et 4.75 points après cette hausse.

La mise en garde du FMI

Le Fonds monétaire international (FMI) a averti que les émeutes et la paralysie politique que connaissent différentes régions d'Amérique latine pourraient entraîner des conséquences sur l'activité économique et la croissance du continent. "La possibilité persistante de troubles et de paralysie politique a le potentiel d'éroder la confiance et de peser sur l'activité économique", a déclaré le Fonds dans un article rédigé par des analystes.

Baisse du déficit commercial d'Haïti

Le déficit commercial en Haïti a baissé de 4.25% pour s'établir à US\$ 387.4 millions, selon les données disponibles sur les deux premiers mois de l'exercice fiscal 2022-2023 dans la note sur la politique monétaire publiée par la BRH. Les statistiques préliminaires relatives aux envois de fonds indiquent une hausse trimestrielle de 6.3% et le taux de change nominal a atteint 145.20 gourdes pour un dollar américain en décembre 2022 contre 117.70 gourdes en septembre 2022.

L'inflation argentine prend les devants

Au niveau régional, l'Argentine se classe première nation avec les prix les plus élevés, selon le Fonds monétaire international (FMI). Le pays sera confronté à une inflation atteignant respectivement 60% et 44% en 2023 et en 2024. Après avoir atteint 14.8% en Amérique latine en 2022, l'institution prévoit que l'inflation pourrait diminuer de 9.9% en 2023 et 7% en 2024.

L'emploi repart de plus belle aux USA

L'économie américaine a créé 517 000 emplois en janvier, selon de nouvelles données publiées par le Bureau of Labor Statistics. Le taux de chômage est tombé à 3.4% contre 3.5%, atteignant un niveau jamais vu depuis mai 1969. Cependant les économistes s'attendaient à ce que 185 000 emplois soient ajoutés le mois dernier.

La dollarisation de l'économie haïtienne ne faiblit pas

Les dépôts totaux convertis en dollars américains dans le système bancaire haïtien ont atteint 70.53% au 30 novembre 2022 contre 67.34% au 30 septembre 2022, lit-on dans la dernière note sur la politique monétaire de la BRH. Un taux qui témoigne de l'amplification du phénomène de dollarisation au niveau du système. Aussi, le "portefeuille de prêt en devises converties en pourcentage des prêts nets" a augmenté, passant de 50.06% en septembre 2022 à 55.01% au 30 novembre 2022.

Les recettes de l'État haïtien en augmentation

Les recettes de l'État haïtien ont augmenté de 33 milliards de gourdes, au premier trimestre de l'exercice 2022-2023, soit une hausse de 23.5% par rapport au trimestre précédent, indique la BRH. À côté des performances douanières sur d'autres marchandises, l'État a collecté plus de 761 millions de gourdes de taxes sur les produits pétroliers. Par ailleurs, les dépenses budgétaires ont atteint 47 milliards de gourdes, provoquant un déficit de 13 milliards de gourdes.

La tech supprime des emplois

Dell Technologies a annoncé la suppression d'environ 6 650 emplois, soit 5% de son effectif total. Après Goldman Sachs et la maison-mère de Google; Alphabet, le fabricant d'ordinateurs personnels est la dernière entreprise américaine en date à annoncer des suppressions de postes liées à la mauvaise conjoncture économique.

La robustesse du tourisme dominicain

Le secteur du tourisme en République dominicaine a augmenté de 27% en janvier 2023, a rapporté le ministre du Tourisme dominicain, David Collado. Le tourisme a généré 835 millions de dollars américains au cours de ce mois avec près d'un million de touristes.



*Retrouvez toutes les éditions de
DevHai i sur*

www.ahjedd.org

www.papyrushaiti.com

www.groupcroissancehaiti.com

Une production:



**Le magazine DevHaïti est produit par le Group Croissance, l'Association Haïtienne des Journalistes Économiques pour le Développement Durable (AHJEDD) et Papyrus S.A.
Tous droits réservés.**